



SNUDI-FO

Syndicat du Val-de-Marne

Déclaration liminaire du SNUDI-FO 94 au CSAsD du 22 juin 2023

Alors que tous les salariés sont confrontés à une inflation galopante à plus de 12 % en 2 ans, alors que dans la Fonction publique, la perte de pouvoir d'achat est de 27,5% depuis l'an 2000, la réponse du gouvernement vient de tomber : 1,5 % d'augmentation du point d'indice des fonctionnaires au 1^{er} juillet, accompagnée de quelques miettes pour les plus bas salaires à peine au Smic (une distribution de points uniformes applicable en 2024 qui accentue le tassement des grilles indiciaires, une prime de pouvoir d'achat dont au moins la moitié des fonctionnaires sera privée.).

Au vu de la hausse du prix gaz, de l'essence, des produits alimentaires de première nécessité, prix qui se sont envolés depuis des mois, c'est une véritable provocation !

Et on viendra nous parler de la crise du recrutement des enseignants ! Le blocage des salaires des fonctionnaires, c'est tout à la fois leur appauvrissement et une arme pour démanteler les services publics en expulsant les potentiels candidats.



Avec la FGF, le SNUDI-FO 94 exige une revalorisation générale immédiate des rémunérations et en premier lieu de la valeur du point d'indice à minima à hauteur de l'inflation, le rattrapage des 27,5% de pertes de pouvoir d'achat depuis janvier 2000, l'amélioration des grilles avec l'augmentation des traitements indiciaires, la défense du statut général des fonctionnaires, des catégories et des statuts de corps. Nous rappellerons ici que pour augmenter de 27,5 % les salaires de tous les enseignants, il suffit de 53 milliards, c'est à dire à peine 1/8^{ème} des 413 milliards de la loi de programmation militaire qui vient d'être adoptée par l'Assemblée Nationale.

Le Pacte Macron Ndiaye et le blocage des salaires des fonctionnaires sont les deux faces d'une même politique de démantèlement de la Fonction publique.

Dans de nombreuses écoles, les collègues adoptent des motions exigeant le retrait de ce « PACTE » enseignant qui n'est absolument pas une revalorisation salariale, mais oblige à travailler plus pour perdre moins. Il constitue une attaque sans précédent contre notre statut de fonctionnaire d'Etat, contre l'Ecole publique et aggrave les inégalités de traitement entre les élèves en créant des dispositifs différents d'une école à l'autre. Il ne respecte pas notre statut particulier de PE, puisque les enseignants du 1er degré seraient amenés à exercer dans les collèges. Il nous contraint à travailler au-delà de nos obligations de service alors que la charge de travail est déjà conséquente. Il établit une rémunération à la tâche, sous forme de primes non prises en compte dans le calcul de la retraite. Il organise la division et la concurrence entre les collègues. Il fait dépendre la rémunération individuelle de chaque collègue des choix de l'IEN et du directeur que le ministre voudrait transformer en contremaître chargé d'appliquer les contre-réformes ministérielles,

Le premier résultat du PACTE Macon Ndiaye ce sont les résultats catastrophiques des concours de recrutement d'enseignants avec pour notre académie 605 admis pour 1166 postes.

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public, de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière

✉ 11/13, rue des archives - Maison des syndicats – 94000 CRETEIL ☎ 01.43.77.66.81
Fax : 01.43.77.31.29 – email : 94snudifo@gmail.com – internet : snudifo94.fr –  snudifo94 -  @SNUDIFO94

La réalité de l'acte II de l'inclusion scolaire

Lors de la dernière CAPD, nous sommes revenus sur les annonces faites par le président Macron le 26 avril dernier, lors de la Conférence Nationale pour le Handicap, c'est-à-dire en particulier la disparition des IME et établissements médicosociaux et l'inclusion systématique des élèves en situation de handicap dans les écoles banales, et ceci quel que soit le degré et la nature du handicap.

Nous vous avons alerté sur le fait qu'en prenant connaissance des affectations en 6^{ème}, de nombreux directeurs ont découvert que les élèves de leur ULIS école pour lesquels une orientation en ULIS collège avait pourtant été demandée par les services de soins, les familles et les équipes pédagogiques, se retrouveraient en 6^{ème} banale, sans même que les familles en aient été informées. Sur Villejuif, sur 17 demandes d'ULIS collège, 3 sont satisfaites, 83% des élèves en situation de handicap sont sur le carreau. Nous demandons en urgence l'ouverture de 2 ULIS collèges supplémentaires à Villejuif.

Quant aux élèves atteints de troubles du spectre autistique qui ont des notifications pour bénéficier d'une scolarisation en ULIS TSA en primaire, sur 188 demandes dans le département, seules 18 ont été satisfaites, soit moins de 10%. 90% des notifications ne sont pas respectées. Nous demandons en urgence l'ouverture de 20 ULIS TSA supplémentaires pour que les droits de ces élèves soient respectés.

Ces chiffres expriment la barbarie de l'acte II de l'inclusion scolaire, c'est-à-dire l'inclusion systématique quelles que soient les conséquences pour les élèves en situation de handicap, les écoles, les enseignants, parce qu'il faut faire des économies pour financer la loi de programmation militaire.

Annulation des fermetures et ouverture des classes demandées par les écoles

En application des directives ministérielles, vous prévoyez dans le projet de carte scolaire que vous nous avez adressé de fermer 154 classes dans les écoles du département à la rentrée de septembre 2023. Une école sur quatre serait touchée par une fermeture de poste avec toutes les conséquences négatives sur les élèves, les personnels et le fonctionnement des écoles.

Compte tenu de l'ampleur de ces mesures, des dizaines d'écoles ont demandé à être reçues pour exposer leur situation réelle, les difficultés concrètes qu'allaient engendrer une fermeture ou un refus d'ouverture. Après en avoir reçu une infime poignée, vous avez décidé de refuser de les recevoir malgré nos demandes réitérées. Madame la Directrice académique, ce n'est pas en camouflant la réalité qu'on la fait disparaître.

Nous demandons l'annulation de toutes les fermetures et l'ouverture de toutes les classes demandées par les écoles.